



La lettre à
LULU



Toujours est-il que oui mais quoi

irrégulomadaire satirique N° 104, avril 2019

Labos, vétos, hosto...

KIKI K'EN CROQUE

Une belle bande de stipendiés ! Quand les laboratoires pharmaceutiques et les fournisseurs de matos médical arrosent les toubibs, vétérinaires, chirurgiens, et même les étudiants, personne n'en sort étanche. Facs de médecine, dentaire, école véto, toutes arrosées, toutes mouillées. *Lulu* dévoile les largesses consenties à ces sermenteurs d'Hippocrate.

► pages 2 à 5



Sainte Cocaïne, priez pour lui

Le directeur de l'enseignement catholique victime de Parcourstup. **P.7**



Wanted, dead ou re-dead

Georges Courtois en prend pour cinq ans *post mortem*.

NON, la justice ne s'est pas vengée sur un homme déjà mort. En refusant l'incinération de Georges Courtois, le parquet de Quimper ne prend pas à titre posthume sa revanche sur un mandrin honni pour avoir humilié l'image de la justice aux marches du palais, il y a trente-quatre ans, en s'affichant armé et menotté avec un magistrat. Non. Si le corps de Georges est interdit d'incinération pendant cinq ans par les juges exerçant une rarissime mesure anticendres, c'est à coup sûr pour sauvegarder les intérêts de l'ancien brigand de moyen chemin : imaginez, si jamais on devait découvrir que Georges Courtois est en fait un des frères cachés de Johnny Hallyday, un cousin d'Yves Montand ou un descendant de Toutankhamon, allez savoir. Georges aurait sûrement préféré Nanard, alias Bernard Tapie pour l'état civil, mais bon on ne peut pas trafiquer son ADN *post mortem*. Interdire à quelqu'un de se changer en poussière, sans la moindre raison, apparaît comme un étrange acharnement. Mais n'y voyez pas l'arbitraire justicier infligé à un ancien client qui, toute sa vie, aurait un peu malmené les magistrats. Tout ça, c'est pour son bien, lui qui n'en avait pas, de biens. Le parquet a pourtant admis après autopsie que l'ancien gangster, habitué du placard, un temps chroniqueur de *La Lettre à Lulu*, toujours moustachu, toujours gouailleur, est bien mort de mort naturelle le 15 mars, avant d'être bouffé vite feu par l'incendie de son petit appart de Quimperlé. Ironie du sort, il est prohibé de crémation, alors que le boulot était déjà bien commencé par l'incendie... Georges se serait bien vu redonner la poudre, dispersé sur les marches du palais de justice, ex-cour d'assises désormais hôtel quatre étoiles. Mais non, le voilà voué aux racines de pissenlit pour cinq piges ferme. Sûr que ça lui donne le temps de fumer un méchant paquet de Gitanes en préparant une belle lettre pas piquée des vers aux magistrats restés sur le plancher des morts aux vaches. ■



Assaut de croquetterie

À Oniris, l'école véto, les élèves très liés, très tôt, à la bouffe industrielle pour chiens.

La pet food n'est pas de la bouffe qui fait péter votre clebs. C'est un marché. Et maousse avec ça. Comme les labos pharmaceutiques pour les étudiants en médecine, les vendeurs de croquettes font tout pour se mettre les futurs véto dans la poche. Sur 1100 étudiants à Oniris, l'école véto nantaise, deux tiers sont en cursus vétérinaire, le reste en filière ingénieur. Les marques y draguent leurs futurs prescripteurs. « Une fois en exercice, les vétérinaires peuvent vendre des croquettes. À la fois médecins et pharmaciens, ils font jusqu'à 30% de leur chiffre d'affaires grâce à la pet food », note Libération (09/11/2017).

Un rapport officiel* de 2013 pointait déjà « certaines similitudes dans les pratiques commerciales avec celles qui existaient avant la loi de 2010 pour le médicament humain : financement par des industriels de formations, congrès, conférences de consensus, soutien aux écoles vétérinaires avec parfois de véritables enseignements réalisés par des salariés d'entreprises pharmaceutiques, etc. »

Pas discret, Royal Canin, le n°1 mondial, donne des conférences traitant de sujets animaliers dès les premières semaines de cours, ses experts salariés en profitant pour proposer des croquettes à prix moins que coûtant. « Ma fille est en première année et mon chien profite du sac de croquettes gratuit offert par le confrencier de chez Royal Canin », dit le père d'une étudiante. Concurrent, Hill's Petfood a lancé ici la première chaire « Enseignement et recherche en nutrition préventive et clinique des animaux de compagnie ». Ce qui lie forcément les contenus de l'enseignement aux intérêts des industriels de la gamelle pour clebs. En 2015, les partenaires privés finançaient déjà 25,2% du montant total du budget de la recherche à Oniris.

« Spécialiste de la nutrition-santé pour animaux de compagnie, Royal Canin est un grand partenaire de l'école », note le site du BDE, le Bureau des élèves, asso étudiante qui organise les fiestas, soirées racle, Halloween... et vend tous les midis des croquettes pour chiens et chats dans sa coopérative, de toutes marques (Royal Canin, Hills, Virbac, Proplan).

« Le BDE est sponsorisé par la banque LCL en fonction du nombre de comptes ouverts, et par Royal Canin au vu de l'activité coopérative de vente d'aliments pour animaux », épingle un rapport du ministère** après une visite en octobre 2016. Plus ça vend, plus ça rapporte. Le gala annuel de l'école est sponsorisé par Royal Canin, qui est aussi un lieu de stage pour doctorants. Les autres partenaires : Hill's, autre géant de l'industrie de la boubouffe pour chiens et chats, et rival direct de Royal Canin; une multinationale allemande de la pharmacie pour bestioles; trois assureurs; un vendeur de désinfectant pour clebs et matous; deux sociétés de distribution de médocs, aliments,



MYSTÈRES DE L'ANTIQUITÉ : LA CIVILISATION SUMÉRIENNE S'EST ÉTEINTE APRÈS LA MISE AU POINT DE LA PREMIÈRE CROQUETTE ANTI-CORRUPTION...

Nourris logés déplacés courtoisés

REPAS, hôtels, transport, inscriptions à des congrès, mais aussi « cadeaux », « gestes de courtoisie » voire « repas relation normale de travail ». Sous ces intitulés, les labos arrosent les véto. Selon la base de données publique Transparence santé*, Virbac, 7^e groupe pharmaceutique vétérinaire mondial et sponsor de l'AFVAC, Association française des vétérinaires pour animaux de compagnie, a financé 5434€ de couvert, gîte et transport en 2017 et 2018, arrosant 52 vétérinaires de Loire-Inférieure. Parmi lesquels des véto profs à Oniris : deux arrosés par le labo Virbac 544€ et 716€ de cadeaux, quatre autres par le labo Audevard dédié aux canassons, de 340€ à 1062€. Des miettes de croquettes, sans doute. ■

* www.transparence.sante.gouv.fr/

matériels et services vétérinaires, tous venus chasser au plus tôt de futurs proies. Seule la résidence étudiante privée voisine et le kebab du coin draguent les étudiants au présent. Les responsables du BDE ne voient pas le problème. « Oui, Royal Canin nous fait des conférences. Que ce soit un moyen de nous influencer ? On ne se pose pas trop la question », explique Titouan à Lulu. « Chaque marque de croquettes a un ambassadeur, un étudiant qui s'occupe de gérer les ventes. Un problème déontologique ? Ça doit être abordé en cours sur la législation, en 3^e année... J'en suis pas encore là », ajoute Maxime. Très vite, l'alerte « Lulu » est sonnée. Maïalen, la présidente du BDE, se fâche : « Pas la peine d'appeler d'autres étudiants. On ne vous répondra pas. C'est une affaire interne ! »

Selon un prof de l'école qui refuse d'être cité, « le BDE est formé en association 1901, sans but lucratif. Rien à voir avec l'administration. Quand j'étais étudiant, il y avait déjà des confrenciers payés par des firmes de croquettes, avec un petit buffet à la fin, mais c'était hors du cadre de l'enseignement. » Tout ça dans l'enceinte de l'école

publique. Relancé plusieurs fois, le service com de l'école a fini par répondre que « la nature des relations qui lient les industries de santé aux professionnels de santé, étudiants, associations est renseignée et rendue publique » et que « les sommes versées au titre de l'hospitalité ne paraissent pas de nature à compromettre leur indépendance. » Quant à la déontologie, elle se réduit à un « temps d'information » qui n'est pas un enseignement, juste « une conférence et des ateliers de sensibilisation à la déontologie, l'éthique et l'intégrité scientifique », ouverts à qui veut bien y assister. En tous cas, face aux multinationales de la croquette, personne ne fait jouer un droit de veto. ■

Sylvie Crockett

* « L'encadrement des pratiques commerciales pouvant influencer la prescription des antibiotiques vétérinaires », mai 2013, Inspections générales des finances, des affaires sociales, Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux.

** « Les événements festifs étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur agricole », ministère de l'Agriculture, février 2017.

L'Onirisme bien compris

Pour les étudiants d'Oniris, recherche, formation, innovation passent par Cap'aliment une association liant agro-industrie, universités et institutions. Présidée par un ancien ponte de Fleury Michon, Cap'aliment a pour secrétaire Pierric Chalois, dirlo ad-joint d'Oniris, chargé des relations avec les entreprises : il y côtoie les industriels de l'agrobizness, le volailler LDC, le fabricant de bouffe déshydratée Sadac, le découpeur de saumons Saumextra, le géant « coopératif » Terrena, le couscoussier Tipiak, le centre technique privé Técaliman créé par les fabricants d'aliments pour animaux et de prémix de vitamines, éléments minéraux, facteurs de croissance, amidon servant à concocter les granulés refileés à veaux, vaches, cochons, couvées. Quand on bâtit des passerelles, autant qu'elles soient de qualité industrielle. ■

Congrès multi espèces

Le site internet d'Oniris a fait la promo du premier e-congrès sur la santé animale, à l'initiative du labo MSD santé animale (associé à Royal Canin et des fabricants divers, de robots pour vaches laitières, d'équipements pour élevages hors sol, de machines agricoles), du 11 au 16 mars, dont trois conférences étaient assurées par six salariés d'Oniris, spécialistes ès bestiaux d'élevage, autopsies des bovins, maladies contagieuses des troupeaux et santé publique. Ils y côtoient des experts de boîtes privées, le leader de l'automatisation des bâtiments d'élevage, une boîte de com spécialisée logos et sites web, un consultant d'audits numériques dédiés aux vétérinaires, un spécialiste hollandais de la création génétique multi-espèces (dindes, saumons, pourceaux, crevettes). L'alliance de la carpe universitaire et du lapin privé, en somme. ■

Serment d'hippoquoi

Les forces de l'ordonnance

La fac de médecine malade de la transparence..

SE méfier des labos pharmaceutiques, tenir le marketing des firmes à distance de l'enseignement... C'est pas gagné. En 2017, l'association Formindep, qui milite pour « une formation et une information médicales indépendantes de tout autre intérêt que celui de la santé des personnes », fait un premier examen de la résistance des facs aux conflits d'intérêts et à l'entrisme des labos industriels. Toutes sont rétamées. Comme 27 autres facs, Nantes chope un zéro pointé, n'ayant prévu aucune mesure pour se prémunir contre les conflits d'intérêts avec l'industrie du médicament. Pour 2018, c'est un peu mieux*. Un petit peu. Mais seules les facs de Lyon-Est et Toulouse-Rangueil ont décidé de ne pas recevoir un sou de l'industrie pharmaceutique, pas même la taxe d'apprentissage. Nantes n'obtient qu'un score de 10 sur 36 points évalués. Nettement au-dessous de la moyenne. La charte éthique

ya été adoptée**, mais pas par les nouveaux enseignants. Adoptée, oui, mais respectée, ça, on ne sait pas. Une commission de déontologie existerait bien, mais sans rapport public annuel. Des cours sur les conflits d'intérêts et l'intégrité scientifique, y en a pas. Les instances dirigeantes, les profs ne déclarent pas publiquement leurs liens d'intérêt. La transparence des financements : zéro. Selon le Syndicat des jeunes médecins généralistes, les interventions des labos dans les facs « seraient exceptionnelles mais très courantes sur les lieux de stages ». D'autant que les principaux concernés peinent à « dénoncer des pratiques acceptées, voire désirées, et même parfois imposées par l'autorité qui va ou non valider le stage... » De l'ordre des choses à l'ordonnance, il n'y a qu'un patient. ■

* <http://facs2018.formindep.fr/>

** charte de 14 pages adoptée par la conférence nationale des doyens des facs de médecine et d'odontologie.

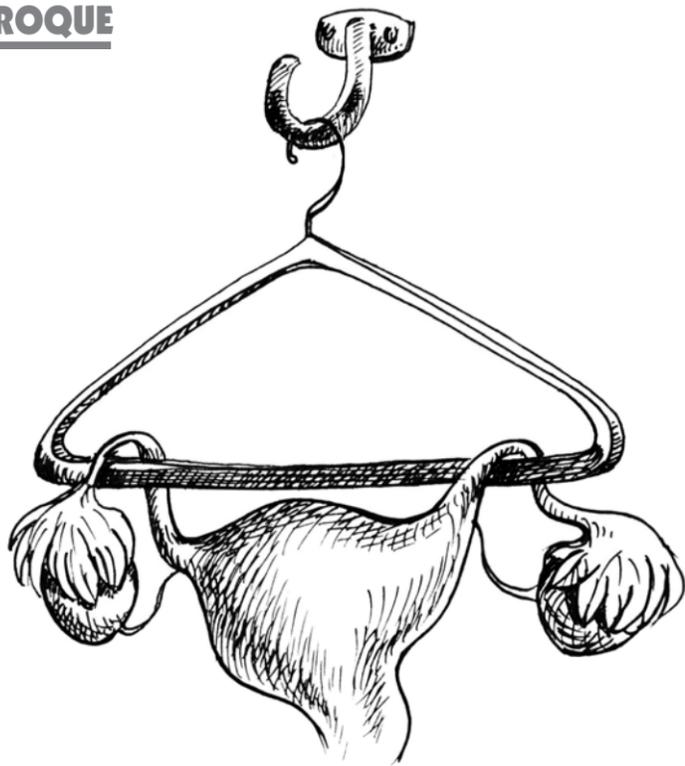


Soudoyens

L'abonnement plein tarif

La base de données Transparence santé ausculte quelques praticiens bien servis. Exemples : Bertrand Cariou, médecin endocrinologue, prof à la fac de médecine, directeur de l'Institut du thorax, arrosé en cinq ans par vingt labos en gueuletons, nuits d'hôtel, « participation événement scientifique », « remboursement de frais logistiques » ou « repas impromptu » voire « rémunération », à hauteur de 95543€. Soit 19108€ par an. Petit joueur face à Ber-

nard Charbonnel qui bénéficie pendant la même période de 207269€ de largesses (via neuf labos), soit plus de 41453€ par an. Sollicité, Cariou l'a joué silence radio. Charbonnel, lui, a répondu à Lulu que, retraité de la fac et du CHU depuis 2008, il continuait à courir les congrès, jouant les orateurs de-ci, de-là. Quand on a de pauvres revenus ou une retraite à peine au-dessus du RSA, il faut bien glaner quelques compléments alimentaires. ■



Doc Gynéco

Implants, très mauvais plans

Le jeu à la Nantaise, version gynéco : histoire d'un désastre.

DEUX petits ressorts dans le corps et hop, on ressort de l'hosto stérilisée... Après avoir tant vanté les mérites de ce mode de contraception magique et finalement désastreux, le CHU de Nantes fait profil bas. Il a supprimé la page dédiée à cette opération de « stérilisation tubaire par placement des dispositifs Essure® » — mais les moteurs de recherche en gardent trace.

Le CHU nantais n'était pas peu fier d'avoir été le premier à assurer cette opération miraculeuse, en janvier 2002*. Mais, en juillet 2015, ces implants de contraception définitive commercialisés par Bayer* sont mis sous surveillance renforcée par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé. Motif : plus de risques que de bénéfices. Pourtant, jusqu'à fin 2016, Stéphane Ploteau, gynéco du CHU nantais, recommande toujours allègrement Essure®, solution miracle selon lui : « Pas d'anesthésie générale!... On vous met le dispositif pendant votre pause déjeuner et vous pouvez retourner travailler après! »

D'où il ressort...

« Il a fait un beau dessin "façon médecin" avec un utérus grossièrement dessiné, des trompes, des ressorts posés dessus. Ça semblait idéal, si simple », explique Valérie, alors conquise. Le dispositif est vendu environ 700€ par Bayer. Le gynéco encaisse de son côté quelque 600€ pour la pose, oubliant au passage des infos pourtant fondamentales. Et accessoirement obligatoires... Comme le consen-

tement de stérilisation, jamais remis à Valérie (impossible normalement de stériliser une femme sans ce document signé quatre mois auparavant, délai légal de réflexion**). Décidément tête de linotte, le brave doc gynéco oublie aussi de donner la brochure d'info (tout aussi obligatoire) pour permettre à chacune de faire un choix éclairé, topo réalisé par Bayer qui ajoute courant 2015 : « En cas d'allergie au nickel, ne pas avoir recours à ce dispositif. En cas de doute, procéder à des tests ». Fin 2016, le gynéco opère Valérie en plein flou informatif. Le lendemain de la pose sans anesthésie — « vraiment très douloureuse » —, elle tape « essure » sur internet et découvre la brochure qu'on aurait dû lui donner, et les effets secondaires mentionnés par de nombreux forums. Une association de patientes, Resist, s'est montée autour d'une lanceuse d'alerte, Marielle Klein.

Chère Madaaaaaame

Ne supportant aucun bijou de pacotille depuis très longtemps, Valérie soupçonne une allergie au nickel. Paniquée, elle retourne voir le gynéco qui, bonhomme, la rassure : « Mais chère Madaaaaaame, vous ingérez bien plus de nickel dans votre alimentation au quotidien que ce qui vient de vous être mis ! Et puis, de toute façon, c'est trop tard ! Ce dispositif ne s'enlève pas. » À moitié rassurée, elle décide cependant, une fois encore, de faire confiance au toubib...

Irréversible marketing

Mais, quelques semaines plus tard, retour d'asthme, eczéma

sur les mains qu'elle n'a jamais eu, fatigue, cervicalgies, troubles ORL. L'asso Resist lui confirme que ce sont les premiers effets secondaires décrits par d'autres patientes. Et que le gynéco a dit vrai sur un point : « Ça ne s'enlève pas », sauf en retirant trompes et utérus, organes sains, par une opération de chirurgie lourde... Un prix bien élevé à payer, alors qu'elle a été incitée à recourir à Essure pour éviter l'anesthésie générale à subir en cas de ligature classique des trompes.

L'allergologue consulté préconise l'« ablation inévitable de l'utérus et des trompes pour retirer entièrement le dispositif », opération effectuée fin février 2017, dans une clinique privée : la confiance a quand même des limites. Fin du premier épisode.

Sollicité par Lulu sur ce défaut d'information et sur ses liens d'intérêts avec Bayer qui, selon la base de données Transparence santé, le crédite de 2907€ de bouffe, hôtels et déplacements entre juin 2014 et décembre 2016, le médecin n'a pas donné suite.

L'usagère à l'usure

Comme proposé dans la charte du patient hospitalisé affichée dans toutes les chambres du CHU, la patiente demande une réunion de médiation, s'attendant à des excuses, voire une indemnisation. En fait, la DUSPPI, Direction des usagers, des services aux patients et des partenariats innovants (sic), enterrera le dossier et couvrira les erreurs. Le CHU joue sur le découragement : pour se faire entendre, la patiente devra payer de sa poche — en plus d'un avocat — un expert (autour de 3000€). « Le chef du service gynéco, au-dessus du Dr Ploteau, m'a dit droit dans les yeux lors de la réunion de médiation que j'avais fait enlever mon utérus par caprice ! Et que le consentement de stérilisation m'a été remis, que je ne l'avais jamais rendu... Le "médiateur", la juriste du CHU, la directrice de la direction des usagers, personne n'a moufté... »

D'autant que face à ce nouveau scandale sanitaire bien étouffé,

Une grosse migraine Madaaaame

Diagnostic genré et ratage de mayonnaise.

Grosse fatigue, douleurs thoraciques ? Le généraliste envoie promptement monsieur chez le cardiologue. Pour madame, ce sera anxiolytiques*. Angle mort de la médecine jusqu'ici, le « diagnostic genré » a aussi sévi envers les patientes victimes de l'implant Bayer.

Intoxiquées aux métaux lourds contenus dans ce dispositif, beaucoup de femmes « essurisées » ont dû arrêter de travailler, affectées de difficultés respiratoires, douleurs thoraciques, articulaires ou abdominales irradiantes les conduisant parfois à l'hosto, vertiges et malaises, lombalgies, hypertension, allergies violentes et soudaines**... Des joyeusetés invalidantes que ces braves médecins ont souvent imputées à l'hypocondrie féminine, ou au fameux « madame a la migraine ».

Quant aux cas de cancers et maladies auto-immunes développés dans la foulée, pas de lien prouvé à ce jour : la somatisation ou les hormones, sans doute... ■

* France Inter, La tête au carré, 20/02/19.

** cf. www.resist-france.org/

aucune étude n'a été réalisée pour établir le lien entre les maux dénoncés par les patientes et le dispositif Bayer.

Les implants Essure contenant métaux lourds et fibres PET provoquent des intoxications, mais les médecins, peu au parfum des effets d'un matériel proposé comme « breveté », donc normalement sécurisé par l'État, ont eu du mal à arrêter leurs diagnostics. « La plupart du temps, ils nous ont traitées d'hypocondriaques, de dépressives », dit Béatrice, une autre victime. « Quand j'explique à mon médecin traitant les effets secondaires catastrophiques de ces implants, il me traite avec mépris, affirme que c'est psychologique », ajoute Cécile, autre victime. Les stéréotypes ont la vie dure : vu du haut de leurs certitudes médicales et masculines, les femmes, c'est toujours de leur faute...

Hôpital : CHU!

Fin 2017, l'avocat de Valérie tente un recours administratif. Le CHU oppose une fin de non rece-

voir très formaliste, l'estimant irrecevable, « une copie de la décision contestée, ainsi que les pièces jugées utiles à la révision de la décision contestée » n'étant pas jointes à la demande. Ce qui ne tient pas, juridiquement. Le recours à la Commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux ? Valérie sait qu'elle sera déboutée, faute d'avoir atteint 22 % de conséquences invalidantes, pourcentage requis pour un dédommagement (le retrait des trompes et utérus ne « compte » que pour 15 %...). De toute façon, la direction du CHU refuse la demande d'arrangement proposée par la commission de conciliation (que le CHU a pourtant incité à saisir!)... sans aucun argument cette fois. Une phobie explicative, sans doute... ■

Mickey Trump

* Avant de tout arrêter en 2016, le CHU a réalisé 213 poses de ces implants.

** art L. 2212-7 du code de la santé publique.

Dépassementerie

Le docteur Lopes a été un des ardents promoteurs et poseurs d'Essure au CHU. Au point de tonitruser dans la presse : « Ce moyen est fiable à 99,6% » (Ouest-France, 12/07/2012). Il est depuis passé, avec bistouri et bagages, au privé, à la polyclinique de l'Atlantique où il s'est proposé pour le service après vente, la dépose du procédé à 99,6% via une salpingectomie, ablation des trompes présentée comme l'opération réparatrice, après les dégâts causés par les implants magiques qu'il a tant vantés. Opération proposée avec dépassement d'honoraires. Dans le privé, faut pas s'en priver. ■



Bayer de fonds

Essure® a perdu son label CE en août 2017. Un mois après, Bayer retire ces implants du marché européen, officiellement pour « raisons commerciales »... Vraiment triste pour cette petite start-up allemande prometteuse, 55 700 salariés dans le monde, 39 milliards de chiffre d'affaires en 2018, après absorption de Monsanto. Vaste investigation menée en novembre 2018 par plus de 250 journalistes de 36 pays, les « Implants files » ont dévoilé le laxisme de contrôle de nombreux dispositifs, dont les implants Essure®. 175 000 femmes porteuses en France, 2 700 victimes regroupées par l'asso Resist, dont une centaine en Loire-Inférieure. De quoi bayer aux corneilles. ■

Arracheurs de dents sous influence

Les commerciaux aux dents longues ont table ouverte à la fac dentaire.

LA Corpo dentaire, ou bureau des étudiants, reçoit tous les deux ans des commerciaux du secteur au cœur du CHU nantais, dans la cafète de la fac d'arracheurs de dents. Mais pas un seul mensonge ce jour-là, juste des boniments mercantiles et des incitations à adopter un produit... Le 14 mars, ce «forum partenaires» sur invitation a brassé fabricants et marchands, les mutuelles des professionnels de la santé MACSF, les courtiers en assurances Integra et Kaducea, les laboratoires Pierre Fabre et Bausch, les produits Gum et Colgate, le Crédit Lyonnais, les fabricants de matériels PlanMeca, Henry Schein, Komet... Public visé : tous les étudiants, potentiels clients, de la deuxième à la sixième année, tâtant du matériel utilisé au centre de soins dentaires jusqu'aux remplacements chez des dentistes en libéral.

Dentifrice relationnel

Dès l'entrée, la «délégue médicale» Colgate propose des échantillons gratuits des produits Elmex, le dentifrice haut de gamme. Mais attention, «pas question de faire du marketing, c'est du relationnel : un dentiste qui dirait à son patient "je recommande Elmex", ça ne m'intéresse pas», assure la VRP sans rire. L'enjeu, c'est que ces braves étudiants en dentaire «fassent la différence entre un dentifrice basique et une gamme classée "médicament", et qu'ils aillent voir le dossier scientifique de chaque dentifrice. Le but est qu'une fois den-



tistes, ils conseillent notre produit en le connaissant bien, comme un médecin qui remplit une ordonnance. Colgate s'implique aussi dans le cursus de formation : «Pour les assistants dentaires, la prévention n'est pas mise en avant. Donc nous on intervient sur le risque dentaire.» Dans quel cadre? Le doyen de l'université et un prof référent valident. Quant aux réunions d'information, elles peuvent se dérouler «hors du cadre de la fac» d'après un étudiant, dans des cabinets établis par exemple. Le conglomerat américain Col-

gate-Palmolive s'implique aussi dans la vie étudiante, soutenant les actions humanitaires comme L'hôpital des Nounours qui transforme les étudiants en «nounoursologues» auscultant les peluches des n'enfants, et Le Nez pour sourire qui finance les clowns à l'hosto : «Ça permet de cadrer les projets et ça fait plaisir quand les étudiants envoient des photos de leurs actions», dit la VRP dans un grand sourire commercial. Et cette drague, ça marche? «Colgate a les moyens de vérifier les retombées, je suppose, mais ce n'est

pas ce qu'on me demande. Colgate ne communique pas là-dessus, ça reste en interne.»

Ramène ta fraise

Le fournisseur de fraises Komet cible tout autant l'étudiant «pour qu'il pratique avec notre matériel, et s'habitue le plus tôt possible à travailler avec nos références», explique la représentante de la marque pour ce forum, une étudiante en marketing sous contrat en alternance chez Komet, chargée marketing et partenariats dans les seize facs dentaires en France. Elle propose des coffrets de fraises à utiliser dès la deuxième année en TP. Pour les étudiants des années suivantes, «Komet met à disposition des fraises que la fac n'a pas les moyens de se payer. Et moi non plus tant que je suis étudiante. C'est nickel, et de toute façon, ça ne se ferait pas autrement», dit cette étudiante de sixième année. Pour cette mise à disposition de matos, même topo que pour Colgate : validation du doyen, accord avec un prof référent, réunions hors de la fac, parfois avec des cabinets en ville. «On a proposé des TP, mais les doyens bloquent», regrette un organisateur du forum. Parfois ça passe : en janvier, deux TP ont été menés en «endo»* par Komet, avec topo oral et pratique sur mannequins dans l'atelier du rez-de-chaussée de la fac. La commerciale ne cache pas son but, placer sa camelote aux apprentis dentistes, et pour cela elle les gâte : «On leur donne un tote bag, comme ça ils pensent un peu à nous en partant. Ça leur permet de savoir qui on est.» Un peu cheap comme cadeau, mais plus question d'en faire des caisses, surtout depuis la loi Bertrand de 2017 dite «anticadeaux», supposée «moraliser les relations entre

les industriels et les professionnels de santé».

Hameçonnage libre

On ne cause pas que technique au forum des partenaires : banquiers, assureurs, mutualistes, tous sont intéressés par un marché de futurs praticiens libéraux bien assis qui toucheront de 3000€ à 18000€ brut par mois selon qu'ils dépotent de la carie de base ou de l'orthodontie, juteux business de la ferraille dans les dents pour ados. Le courtier en assurances Integra est ravi d'être là, au cœur de la cible : «C'est bien qu'ils [la Corpo] arrivent à s'ouvrir, sinon on n'y a pas accès.» L'intérêt pour une mutuelle de récupérer un client de 25 ans en pleine forme? «En cas d'accident grave qui le cloue dans un fauteuil roulant, il touche des indemnités à hauteur de ses revenus d'avant. Et bien sûr, ses cotisations sont à la hauteur de la confortable indemnisation qu'il touchera au cas où.» Une étudiante commente : «C'est sûr qu'ils ont tous intérêt à nous hameçonner maintenant. Une fois dans un cabinet, plus personne ne change de banquier, de mutuelle ou d'assurance. Pas que ça à foutre!» De fait, en milieu d'après-midi, les étudiants ont en effet autre chose à foutre, malgré les places de cinéma à gagner et les tubes de dentifrice gratuits : juste à côté, un «face to face» avec des dentistes en exercice permet de décrocher un remplacement, un stage, une embauche. Et faut aussi se faire belle et beau pour le tonus du soir (un tous les deux mois), organisé par la Corpo grâce aux coups de pouce de partenaires du forum, mais aussi d'autres sponsors ponctuels, dont Red Bull, l'ami des apprentis dentistes. Et des caries. ■

Alain Cisive

* L'endodontie traite de l'intérieur de la dent.

À l'abordage

L'amphithéâtre des opérations

Tous mouillés : la fac, le CHU, les médecins, les infirmiers arrosés par les labos.

ORGANISÉE par deux avocats et un médecin, programmée le 18 janvier 2018 dans un amphi de la fac de médecine de Nantes, la réunion d'information des victimes du médoc du laboratoire Merck a été annulée. Tout comme une réunion similaire, décommandée peu avant par la fac de médecine de Strasbourg. Le labo allemand Merck, alias MSD en France, croulait alors sous les plaintes* : depuis mars 2017, pas prévenues d'un changement, de nombreuses patientes souffraient des effets secondaires sévères de la nouvelle version du Levothyrox, médoc contre le dérèglement de la thyroïde : perte de cheveux, malaises, transpiration excessive, vertiges, fatigue, irritabilité... Estimation : 15000 victimes en France, 14 décès. Ouverte en février 2018 pour «tromperie aggravée, blessures involontaires et mise en danger de la vie d'autrui», l'enquête judiciaire contre le labo s'élargit un an plus tard au motif d'«homicide involontaire».

Deux jours donc avant la réunion dans son amphi, le doyen de la

fac nantaise a annulé ces discussions gênantes pour le labo allemand, arguant de fumeuses «raisons administratives» et de mystérieux motifs de sécurité (20 minutes, 16/01/2018). La vraie raison est ailleurs.

1,2 patate investie

La fac de médecine bichonne les bonnes relations avec MSD qui finance par exemple son «labo expérimental de simulation de médecine intensive», centre d'entraînement sur mannequins adulte, enfant, femme enceinte. Organisées en février 2017 par la fac et les médecins et chercheurs de l'Imad, l'Institut des maladies de l'appareil digestif du CHU, les journées de l'endoscopie sont sponsorisées entre autres par Merck Biopharma et MSD France (avec Novartis, Pfizer, etc.). Selon la base de données Transparence santé, de 2015 à 2018, MSD France a versé 442224€ au CHU et au CRNH, Centre de recherche sur la nutrition humaine créé par le CHU et la fac de médecine. Sans compter la bagatelle de 784800€ au centre anticancer René-Gauducheau. Tout ça

calme l'envie d'accueillir, même un soir, des détracteurs d'un tel bienfaiteur...

Mandarins mouillés

En fouillant dans cette base de données pourtant mal boutique, on tombe par hasard, brouille, sur les comptes MSD et Merck déclarant 26747€ de largesses depuis 2014 à Paul Barrière, chef de service à la maternité et prof de gynéco à la fac. Catégorie menu fretin, MSD a aussi arrosé des associations de médecins domiciliées au CHU, spécialisées en néphrologie (Itertun : 10000€), hémato (ADHBN : 1500€, Aterhit : 15100€), otorhino (Nantes ORL : 1500€), médicament (Agismed : 5600€), maladies infectieuses (Armi : 1000€), dermatologie (ACNRAAC : 1000€) et au passage la corpo des étudiants en pharma (1798€). Catégorie sous fretin, le labo Merck-MSD paie la note de menues agapes, à des médecins surtout, couvrant parfois la logistique piaule d'hôtel-gueuleton-diligence pour assister à un congrès, mais aussi, pas chiche, des p'tites bouffes à des



kinés, infirmières et étudiants. Les autres labos, pareil. Novartis figure parmi les plus généreux, avec AstraZeneca, Roche, Bayer et Sanofi. Un terrain de chasse très disputé. Passez muscade et passez la monnaie. ■

Eddy Mercato

* Parallèlement à l'enquête pénale,

instruite par le pôle de santé publique du tribunal de grande instance de Marseille, une action au civil a été intentée. Suite au changement de formule du Levothyrox, Merck a été assigné pour «défaut d'information» par 4113 malades de la thyroïde. Déboutés par le tribunal d'instance de Lyon (Le Quotidien du Médecin, 05/03), les plaignants ont fait appel.

Le chirurgien y va de bon cœur

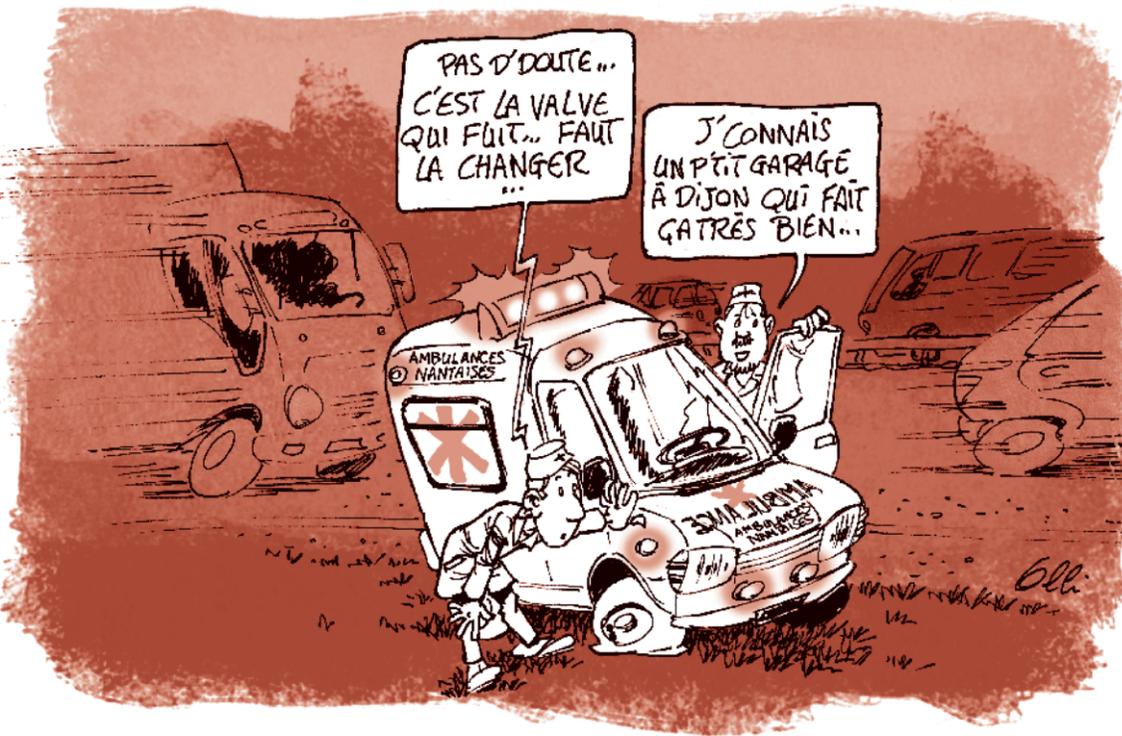
Une valve, deux cliniques, 734 km. La médecine à deux vitesses passe la troisième.

La patiente, âgée de 77 ans, fait répéter le chirurgien cardiologue. Oui, « l'opération aura lieu à Massy-Palaiseau, au sud de Paris ». Suivie depuis des années aux Nouvelles cliniques nantaises, désormais Confluent, la personne a du mal à suivre. Pour remplacer sa valve aortique, il faut donc se faire chirurgien en Île-de-France. Chaque mercredi ou presque, un taxi-ambulance emmène des malades de Confluent tâter du bistouri dans l'Essonne. Opération le jeudi à l'hôpital privé Jacques-Cartier, retour en ambulance à Nantes le lundi suivant. 734 km aller-retour, six jours, cinq nuits. Roulez vieillesse. Mais pourquoi docteur? Selon le chirurgien, Confluent n'a pas la bénédiction du ministère de la Santé pour une telle intervention.

La dame est forcément un peu inquiète d'être opérée si loin, un lieu inconnu, le trajet de retour ajoutant à la fatigue postopératoire. Pff, questions balayées d'un : « Vous allez voir, c'est très rapide. » Une rapidité qui colle toutefois six jours d'hospitalisation près de Paname, un délai relevant du minimum syndical si pas de complication. Et qui va payer docteur? Pas de souci Madame. Confluent déclare que la course des ambulances est à sa charge. Le chirurgien aussi se déplace à Massy, chaque jeudi, pour enchaîner les opérations. Il est vrai que les cliniques privées nantaises sont sur les dents depuis des années pour choper le rentable marché de la chirurgie cardiaque, dont le CHU a pour l'instant le monopole. L'hosto public ne se laisse pas dépouiller et opère à tour de bras. Plus que de raison, selon les mauvais esprits, qu'il serait déraisonnable de croire, bien sûr. Même si la CGT dénonce le manque de moyens en cardiologie où nombre d'interventions ont été déprogrammées.

Hommage et intérêt

Avant de passer au privé, où il est désormais codirecteur général de la SAS Cardio Confluent, société en participation de professions libérales, et gérant de l'unité de soins et de cardiologie de la clinique privée, le chirurgien en question, Ashok Tirouvanziam, dépendait du CHU Nord, il y a cinq ans « seul centre dans l'Ouest à proposer cette intervention », (Ouest-France, 27/09/2013). Selon les 13 pages de références de la base Transparence santé qui le mentionnent, il a durant les cinq dernières années bénéficié de 120799€ de largesses de labos et fournisseurs de matériel, dont 82300€ versés par le seul fournisseur américain de valves Edwards Lifesciences. Justement le matériel que le chirurgien pose... Edwards déclare des prises en charge avion-lit-couvert pour des congrès, mais c'est parfois mentionné comme « collaboration scientifique », ou carrément « rémunération » en décembre 2018. Sollicité par Lulu, ce chirurgien nie tout conflit d'intérêts. Par



courriel, il se contente d'un : « Toutes nos interventions sont réalisées en secteur 1 conventionné tarif sécurité sociale. Quelle que soit la prothèse utilisée (il n'y en a que deux disponibles en France et que nous implantons), le patient est pris en charge à 100 % ». Et puis coupe court à tout échange.

Comme ça valve?

Réservée aux patients présentant des risques en cas d'intervention à cœur ouvert, l'opération de remplacement de la valve aortique s'effectue sous anesthésie locale. Introduite par l'aine, la pièce de rechange est acheminée

par une artère jusqu'au cœur. La Tavi (Transcatheter aortic valve implantation) est une technique couramment pratiquée au CHU de Nantes (Ouest-France, 11/06/2018). À l'hôpital privé Jacques-Cartier de Massy, on vend la technique avec une valve hybride (biologique et mécanique) en affirmant, main sur le cœur, ne pas savoir si des établissements de Nantes recourent à la Tavi, avant finalement de lâcher : « Peut-être que c'est pratiqué au CHU mais sans doute avec des hospitalisations plus courtes et des délais plus longs. » Autrement dit, pour être soigné fissa, courez

dans le privé! La cardiologie du CHU annonce un délai de quatre mois pour ce type d'opération. Confluent mise sur deux mois, voire moins, choisissant le mode automobile pour opérer. Courir au sud de Paname se faire triturer l'aorte suppose une mise de fonds pour financer la course. Qu'importe le coût des deux allers-retours soit près de 1500 km (la planète, on verra une autre fois). Sollicitées par Lulu, l'ARS, la CPAM et la clinique Confluent n'ont pas donné suite. Silence! reste la devise de tout hosto qui se respecte. ■

Docteur Mabuse

All access

Promenade de santé

Bienvenue à la polycritique de l'Atlantique.

Le plein air, ça oxygène les poumons, c'est excellent pour tout, même pour les anciens qui viennent passer un scanner des poumons à la polyclinique de l'Atlantique*. Amener une dame de 92 printemps qui n'a pas la force de marcher tient du sketch, si ça n'était pas pathétique pour un établissement de santé tout neuf. D'abord, le parking, payant comme il se doit, on n'est pas dans le privé pour

rien. Avec Kingspark, c'est royal, 4,50€ les deux heures, 25€ en cas de ticket perdu. Il faut donc laisser la dame dans la voiture, courir à l'accueil à 200m de là, réclamer un fauteuil roulant, ah, y en a pas ici, voyez porte D. Là, la demande surprend mais on finit par trouver un fauteuil à roulettes dans un fond de couloir. Il y a comme un hic : un trottoir et cinq marches de trop, le fauteuil ne peut pas rouler du parking à l'ac-

cueil. Option 1 : faire le tour par une autre entrée de l'ensemble de bâtiments mais en se perdant dans les méandres. « Scanner 2? ». Les deux agents d'entretien ne savent pas où c'est. « Ben demandez au monsieur... » Qui ne sait pas mieux, sort son plan, ne trouve pas. De couloir à gauche en hall devant, on finit par y arriver, en dix minutes. Pour la sortie, autant demander à l'accueil. Le bon conseil, option 2, sortir par l'extérieur, longer la route (non, sérieusement?). en plein vent, et un peu d'eau de pluie, c'est bon pour la peau. Le trottoir est approximatif, les roues tressautent aux jointures de ciment, ça fait massage vertical. On rentre dans le parking comme une voiture, mais sans ticket, entre le bout de la barrière et le trottoir, slalom entre les bagnoles qui errent à la recherche d'une place libre. Pas bien grave, la prochaine fois, option 3 : demander l'étage et hélicopter la dame en la passant par la fenêtre. Ah oui, penser à s'acheter un hélico. ■

Jacques Croulant

* Devenue Elsan-Santé-Atlantique en regroupant polyclinique, Institut de la main et les cliniques Saint-Augustin, Jeanne d'Arc et Sourdis.



LATULULULU?

Interruption de l'image

Presse-Océan, 30 décembre 2018
Après le meurtre par un CRS d'Aboubakar Fofana le 3 juillet, une quinzaine de mâts ont été sciés à la base, les caméras de surveillance tombant avec. La métropole a lancé un plan de « sécurisation et de protection de ces mâts ». Mais qui protégera les dispositifs de protection de ces réverbères de vidéo flicage? Faudra-t-il interdire la vente nocturne de meuleuse?

Ça fringotte

France bleu Loire océan, 29 janvier 2019
Douze rames de tram toutes neuves consignées au garage depuis l'automne. Problème de freins. Enfin pas tout à fait ça : « Le logiciel a lancé plusieurs alertes signalant un problème au niveau du système de freinage. Mais sans qu'il y ait forcément de problème », explique la Tan, qui précise qu'« au moment où ça se passe, on ne sait pas si c'est une vraie ou une fausse alerte, s'il y a un problème, ou pas ». En bref, les trams sont arrêtés, mais si rien ne bouge, c'est pas de l'immobilisme. On est bien avancé.

Pas si pont

Ouest-France, 3 février 2019
Un pschitteur et sa bombe à peinture interpellés par une patrouille sur le pont de Cheviré. Leur forfait? Des inscriptions hostiles au service public de la police. Combien? 22. C'est certainement un artiste conceptuel. 22, v'la le tag contre les flics. Il envisageait d'en faire 33 pour dénoncer les toubibs, 666 pour encenser le diable. Au temps du bain, ce vingt-deuxard aurait eu la boule à zéro en moins de deux.

Roulez popu

Presse-Océan, 9 février 2019
Une infirmière soupçonnée d'avoir abusé la Sécu aurait comme signes extérieurs d'enrichissement une Porsche et une Maserati, présentées comme des véhicules de luxe. C'est très exagéré. On trouve des Maserati neuves mais basiques à 71 350€, et des Porche entrée de gamme à 55 000€. Ce qui fait la paire très abordable, à à peine plus de 126 000€. Suffit de multiplier les piqûres de rappel.

La faim et les moynes

Presse-Océan, 9 février 2019
À 13h, sept étudiants démarrent une grève de la faim dans le hall de la fac de droit, pour protester contre la hausse des frais d'inscriptions des étudiants étrangers, multipliés par quinze par rapport à ce qui se faisait jusqu'ici. Ils n'auront pu sauter que le goûter. À 17h30, la police les a expulsés à la demande d'Olivier Laboux, le président de l'université. On espère qu'il a bien dîné.

Manque de lumière

Dimanche Ouest-France, 10 février
Bonne sœur en cheffe ratée, Jeanne-Emmanuelle Hutin fait son pêche dominical. Elle pleurniche sur la biodiversité perdue et énonce des pensées profondes : « Quelle lumière pourrait éclairer les esprits conditionnés par les modes de consommations grégaires? ». Elle suggère une solution, « l'émerveillement devant l'existence et la beauté de la Terre ». Sans causer du bon dieu. Tout fout le camp. ■

Mes biens chers L'abbé tire-au-cupide

Accusé de cupidité, l'abbé d'extrême-droite sort blanchi de son bain en extrême-droit.

NON, l'abbé Guépin n'a pas estampé 345 000€ et un appart à une infirmière à la retraite de sa microparoiisse d'extrême-droiture. L'ex-fidèle l'a traîné au tribunal, digérant mal que son héritage finisse dans l'escarcelle de l'abbé. «*Je n'avais pas de rôle proactif*» a plaidé le curé au tribunal, niant tout abus de faiblesse de brebis, contrairement au procureur vendu au Démon invoquant «*sujétion psychologique*» et «*environnement insistant et enfermant*». La bigote pensait s'acheter *ad vitam aeternam* une protection de la communauté Saint-Pie V, jusqu'à éponger ses arriérés d'impôts. L'abbé sermonnait qu'*«on peut être riche sans se laisser surprendre pas les richesses»* tout en réclamant des dons à la «*banque du bon dieu*», dont il était le gérant de fait. Relâché par la justice, il échappe à dix-huit mois de taule avec sursis, et on lui rend le SUV Peugeot 3008 diesel confisqué. Entre temps, un autre fidèle lui avait offert une grosse tuture équivalente.

Du rififi chez les ultratradis

Aujourd'hui gérant de trois SCI détenant autant de chapelles de la communauté, Philippe Guépin a été fait curé dissident intégriste par M^{re} Lefebvre en 1977. Chauffeur du *big boss* et prêtre, il se fait vite virer quand Marcel Lefebvre rentre dans le rang de l'église officielle. Guépin explique en septembre 2013 à l'hebdo d'extrême-droite *Rivarol* qu'il refuse de citer le nom du pape en prêchi prêchant. Banni, il débarque à Nantes en 1980, loue pendant trente ans un hangar à bois muté en chapelle, achetée en 2012, au décès de la proprio. Il y prêche l'entre-soi du don : «*Ne donnez pas pour la faim dans le monde et ces organismes internationaux, souvent maçonniques...*» car «*le bon dieu ne nous demande pas de donner à notre lointain mais à notre prochain.*» Un sermon de mai 2018 demande à Jeanne d'Arc de «*bouter hors de France cette invasion islamique, cette invasion barbaresque que nous subissons aujourd'hui*». Une vidéo de 2013 le montre honnir la fausse charité, asséner qu'il faut «*écarter des étrangers importuns qui ne cessent de nous solliciter, qui ont une propension au mensonge époustouflante et qui ont tous les avantages sociaux, des aides, des subventions*» alors que lui, l'abbé, vivant aux crochets de sa paroisse, «*ne touche rien de la République, des services sociaux ni de l'évêché*». En septembre 2016, la police l'arrête pour 30 bouteilles de gaz qu'il stocke chez lui, juré craché, «*pour donner aux pauvres*».

Guéguerre des papapés

Surnommé le «*petit pape*» de Nantes, le curé ultra rigide dénonce à tout bout de cantique les «*loups rapaces*» qui propagent la «*lèpre du modernisme ravageur qui corrompt la foi et entraîne à l'apostasie*» dans son monde parano de haines recuites où «*les démons se déguisent en anges de lumière*». S'il traîne avec le vestige de l'OAS Roger Holeindre, Guépin célèbre

tous les ans Pétain à l'Île d'Yeu et Louis XVI au pied de la colonne nantaise du Raccourci, dénonce le complot juif de 1789, fustige l'avortement, l'œcuménisme. Il excommunie une ouaille, Louis-Hubert Rémy, fondateur de l'association Les Amis du Christ Roy de France, auteur de bouquins sur Jeanne d'Arc et d'un autre qui «*aborde le problème encore mal connu de la sodomie dans l'«église conciliaire»*» (les méchants papistes, ennemis de ces ultradissidents). Interdit de chapelle aussi, l'abbé Jean-Luc Lafitte, traité de «*gourou*» et de «*séducteur*» par Guépin. Un forum de fidèles évoque une affaire de mœurs et de «*comportement déplacé envers une*

dame», flairant l'adultère. Dans ce marigot ultrabigot, l'exclusion est vue comme un «*déchirement des petits chefs qui se comportent en «petits papes»*». Quand on récusé le pontife officiel, ça la fout mal. On s'exclut en se balançant à la gueule des citations latines, des extraits d'Ézéchiel ou de sainte Gertrude, mystique doloriste du XIII^e. Ces échanges de gentilles dénoncent des «*messes entachées d'hérésie*», prédisent que le bon dieu vomira les impurs, «*les fouilleurs de poubelles, les épandeurs de fumier*». Internet livre des pages et des pages de litanies d'insultes et règlements de comptes plus amers qu'amènes. Amen. ■

Anna Chorette



Parcourstup

Sainte Coke, priez pour lui

Accro à la chnouf, l'officier de réserve à la tête de 100 000 élèves risque le gnouf.

RINGARDS, tous ces scandales de pornographie à tendance juvénile non consentie. Philippe Cléac'h, le directeur de l'enseignement catho du diocèse de Nantes — deuxième en France après Lille — innove, versant dans le péché de drogue. Précision : selon l'amour du prochain présumé, Philippe est innocent. La justice l'accuse et l'a mis en examen le 24 janvier pour détention, offre, cession et acquisition de produits stupéfiants. Pas de vente, tout dans la charité chrétienne du don. Célébrant il y a peu (11/09/2018) le «*pas de côté de l'enseignement catholique*» de Loire-Inférieure, *Ouest-France* n'a pas mis de côté son envie de fouiller la vie privée, livrant qu'il s'agit de «*consommations lors de soirées festives de divers produits stupéfiants, cocaïne et autres*», évoquant plus pudiquement «*des difficultés personnelles dans sa vie*». N'empêche, l'expression «*autres*» est perfide. Quoi de plus que de la coke? Encens bourré de blanche, hosties hallucinogènes? Café, tiércé, Playstation 4, casino en ligne? Toujours selon le peu charitable *Ouest-France* (28/02), l'ex-dirlo a été dénoncé par un participant à une des soirées chnouffées. Sympas, les potes.

En tout cas, dans les 350 écoles, collèges et bahuts cathos, on reste stupéfait. Le lendemain, il faut

bien varier les adjectifs, *Ouest-France* titre sur l'enseignement privé «*sonné*». *Le Figaro*, qu'on n'a pas sonné, profile le présumé : «*Casier judiciaire vierge, père de cinq enfants, catholique pratiquant de tendance traditionaliste*». *Le Parisien* (08/03) évoque des «*soirées privées*» au cours desquelles le «*licencié ès théologie, lettres classiques et philosophie, auditeur de l'Institut des hautes études de la défense nationale et officier de marine de réserve plusieurs fois médaillé*», se transformait en fournisseur de cocaïne «*à des jeunes filles*».

Pioupious et profs de l'école catho sont perdus. Leur superviseur a été viré un mois avant, le secret soigneusement gardé, camouflé en «*empêchement*», mais selon la langue de buis en vigueur, ce licenciement pour motif professionnel n'a «*pas de lien juridique*» avec les ennuis judiciaires. Marie-Caroline Hamon, déléguée générale de l'enseignement catho de Loire-Inférieure, livre à l'AFP ce commentaire qui fera date : «*La surprise est très grande, cette situation est complètement inédite pour nous*». L'évêché qui a bûché son commentaire dans la bible de la communication de crise, résume : «*Tout le monde a été très surpris*». La guilde des dealers surpris proteste contre cette concurrence déloyale. ■

Blanche Manège

L'évocation de Xavier de Ligonnières a toujours provoqué des phénomènes inexplicables dans le monde de l'immobilier



Paru-vendu

L'info immo oui mais non

Une transaction sang pour sang démentie.

LA maison de la famille des Cinq macchabées sous la terrasse a été vendue. Article d'*Ouest-France* le 4 mars faisant foi : «*Affaire Dupont de Ligonnières. La maison du drame a été «bien vendue» à Nantes.*» Mais en fait non, *Ouest-France*, au cœur de la transaction, explique le 6 mars que le domicile du drame sanguinolofamilial n'a pas trouvé preneur. Le premier article, complètement à côté de la terrasse, est contredit en se défaussant sur ces irresponsables agents immobiliers qui font rien qu'à propager des *fake news* : «*Une mauvaise information avait circulé au sein du réseau immobilier qui a mis en vente la maison. En fait,*

il semble que la maison soit toujours en vente, sur Le Bon coin, au prix de 440 000€, cette fois-ci...» Pour de l'info vérifiée, c'est du béton. Même le démenti est au conditionnel, usant d'inédites conditions suspensives rédactionnelles. *OF* reconnaît donc sans complexe avoir pondu une info détaillée (prix d'achat par Dupont, nouveau prix d'acquisition compte tenu des travaux mais malgré tout subissant une décote liée au drame, etc.) sur le seul fondement de la rumeur. Sûrement une déformation des stages de formation-maison intitulés «*Écrire pour être lu*». À moins que ce ne soit écrire pour la berlué. ■

Souverains poncifs

Label endormie, le retour

Nantes, la cité appauvrie par la sociologie approximative.

ANCIEN membre du PS, ex-vice-président de la communauté urbaine marseillaise, le sociologue Jean Viard avait en 2007 appuyé Ségolène Royal avec 150 intellos, pour une «*gauche d'espérance*» contre «*une droite d'arrogance*». Aux dernières législatives à Carpentras, il est candidat En Marche. Rétamé. À Nantes, il a beaucoup servi, rayon expert patenté, conférences d'urbanisme, colloques, événements publics, topos dans la revue *Place publique...* Il est même l'auteur, dans sa propre maison d'édition, d'un bouquin coécrit avec Jean Blaise en 2015. Dans *Le Monde* (28/02), Viard évoque la ville idéale, «*Club Med allié à la culture urbaine du baron Haussmann*», prisée selon lui par les jeunes cadres parisiens qui «*ont le rêve de vivre au pays des vacances*». Il cite Lyon, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, désormais préférées aux banlieues chics de Paris. Flemmard, le chercheur en retraite

aligne les poncifs éculés sur la cité des Ducs : «*La façade atlantique faisait figure de belle endormie. Puis elle s'est réveillée, et elle progresse désormais très vite.*» Le réveil est en fait assez lent : la formule «*belle endormie*» date de l'élection d'Ayrault en 1989. Ressassée à l'envi depuis, on la croyait en sommeil.

Viard ose même un diagnostic abrupt : «*Ville pauvre, Nantes a attiré les investissements grâce à l'énergie culturelle.*» Ville pauvre? Pas très sympa pour les «*capitaines d'industrie*» locaux célèbres par maints ouvrages. Et puis, il y a un hic. Cette ville supposée servir de refuge à l'inivable parisien a succombé à la mode de l'*escape game*. On compte au moins neuf boîtes qui vendent ce divertissement échappatoire. Si on se sent si bien ici, pourquoi vouloir tant s'en évader? Il faudrait poser la question à notre si cher président de club de foot, sur un plan fiscal cela s'entend. ■

Camions si ternes

Dehors les lourdingues

Plus c'est gros moins ça passe.. À défaut d'être incontournable, la commune des Sorinières veut «*interdire le contournement aux gros tonnages*» (*Ouest-France*, 09/02). C'est pas gentil de stigmatiser ceux qui sont en surcharge pondérale. Les trois kilomètres de contournement ont été en projet dans les années 1990, enterrés, relancés en 2016, et maintenant les élus rechignent à ouvrir la voie aux camions du MIN qui vient de se réimplanter. En attendant le poids lourd du futur, capable de se contourner lui-même. ■



DESSINER DANS LES MANIFS GILETS JAUNES S'EST AVÉRÉ COMPLIQUÉ... À PEINE COMMENCÉES, AUSSI TÔT GAZÉES, LES MANIFS SE DISSOLVENT ET SE REFORMENT AU GRÉ DES AGRESSIONS POLICIÈRES... ÉVITER LES GRENADÉS DE TOUTES SORTES, LES TIRS IMPRÉVUS DE LBD 40, FUIR LES CHARGES, ANTICIPER LES NAGESSES...

À CHAQUE FOIS RESPIREZ LES GARZ, LES PASSANTS, LES COMMÉÇANTS, LA FÊTE FORAINE, TOUT LE MONDE EN PROFITE! À CHAQUE FOIS DES BLESSÉS, SOUVENT PRIS AUSSI TÔT EN CHARGE PAR LES MÉDICOS OU DES CAMARADES, DES GENS QUI RETARTENT EN BOÏTANT OU EN SAIGNANT, D'AUTRES PARFOIS QUI S'ÉCROUVENT... ASSOMMÉS!

PORTANT, TOUS LES SAMEDIS, ILS REVIENNENT! AVEC OU SANS GILET, DE NANTES OU D'AILLEURS, DE TOUS ÂGES, DE TOUS MÉTIERS, TOUJOURS DÉTERMINÉS, MAIS SOUVENT DISPERSÉS...

EN FAISANT CE DESSIN, UNE GRENADÉ À FUMÉE ORANGE M'EST TOMBÉE TOUT PRÈS...

MOINS NOMBREUX QUE PENDANT LES LOIS TRAVAIL ILLI MAIS ENCORE PLUS BÉNÉVOLES "MOBILES" ON A DROIT À LA TOTALE DU POULAIWER : CRS, GEM, BRI CDI OUSI (ON S'Y PERD) ET BIEN SUR LA PAMEUSE BAC... TOUS MASQUÉS, TOUS SURARMÉS!!!

SUITE APRÈS CE DESSIN ILS ONT GAZÉ TOUT LE BOULEVARD AVANT DE PARTIR (FLASHBALL ETC) ON S'ÉCASSE!!!

Le péril jaune gilet

Peur bleue. Gilets jaunes ou bleus, faut pas confondre. Les parents d'élèves de l'école nantaise Léon-Blum veulent bien faire de la prévention routière, encadrés par des flics municipaux, mais pas question de porter un gilet jaune. On les comprend : rues lacrymogénées, coups de matraque, grenades dans les pattes... un accident est si vite arrivé. «C'est vrai, il y a eu quelques parents plutôt réticents à porter une chasuble jaune : la mairie a donc proposé ce gilet bleu, ça passe mieux», confie un des bénévoles à Lulu. Bleu comme celui des «Gilets bleus» (le contre-mouvement aux Gilets jaunes) ouvertement pro-Macron, 1600 et quelques adeptes au compteur selon sa page Facebook. En janvier, ces bleus ont manifesté avec les «Foulauds rouges» pour «le rétablissement de l'ordre» dans la rue. Si on ne passe pas au rouge, passe-t-on au bleu?

Toute berzingue. Depuis le passage aux 80km/h, les 29 radars en Loire-Inférieure ont subi des incivilités : incendies cet été, 34 repeinturages dès décembre, emmaillotages, bris de glace (*Presse-O*, 29/12/18). Depuis l'automne jaune gilet, silence radio sur les chiffres.

Flash et reflash. Confidentielles, les infos sur les radars HS. Ordre du ministère. La préfecture de Loire-Inférieure dénonce quand même : «Malgré un taux de dégradations important des radars, le nombre de flashes a été multiplié par deux» (LCI, 28/03). Pour une fois qu'il y avait des chiffres de croissance à divulguer.

Balance ton porc sauvage. Un titre infamant : «Radars dégradés : le coup de gueule du préfet» (*Presse-O*, 07/02). Suggérer que, sous sa casquette à glands, le préfet a une gueule (et non une cavité buccale), qu'il donne des coups avec, c'est le rabaisser au rang d'animal brutal. Et donc, si on se réfère aux glands de casquette, à la bestialité du sanglier, ce porc sauvage. Vite, une battue contre le préfet bashing.

Sous les radars. En janvier, *Presse-O* (06/01) annonce que les deux tiers des 43 radars du département sont hors service depuis mi-novembre. Le site officiel sécurité routière en dénombre 77 en Loire-Inférieure. Faudrait compter les radars qui flashent les excès de dénombrement.

Infection positive. C'est la faute aux Gilets jaunes, forcément. Citation : «En dépit d'un mois de décembre infect pour les commerçants du centre-ville de Nantes, l'activité 2018, altérée par les manifs, est quasi stable» (*Ouest-France*, 21/02). En fait, selon la chambre de commerce, l'activité boutiquière a gagné 0,2% par rapport à 2017. On a connu des désastres moins infectement altérés.

Papier couché

Allez vous faire recycler!

Le papier recyclé? Terminé en France avec la faillite de la papeterie sarthoise Arjowiggins, leader européen du papier recyclé, sacrifiant au passage 700 salariés. Les imprimeurs sont consternés. Élus et ministres ont dit toute leur compassion. Élus des collectivités vont pleurnicher pour leurs prochains bulletins municipaux et documents de com. Quoi, pas de papeler recyclouillé? Et l'électorat écolosen-

sible, les engagements de gestes responsables? Conséquence d'une stratégie capitaliste par définition brutale du groupe, mais aussi de demandes aux imprimeurs de prix toujours plus bas, exigés par les marchés publics des collectivités. Faudra se fournir en Autriche. Circuit court, geste dit écoresponsable, transition machin, on oublie aussi. Arjowiggins au bout du rouleau, qui c'est qui s'est fait rouler? ■

Complètement connecté

Tarte city, nième épisode

L'objet connecté : complètement con, carrément nec plus ultra.

VRAIMENT tarte, la smart city et ses fumeux objets connectés portés aux nues par les adorateurs du numérique start-huppé. Dernier en vogue, un projet de mobilier urbain sur berge, mettant le promeneur au courant du temps. La Samoa offre 20000€ au lauréat du concours d'un genre de bouquet de nénuphars géants jaillis de l'herbe (même look que les parasols connectés de la plage de Saint-Nazaire) et qui traiterait des données «pour une représenta-

tion sensible, qui informe les citoyens de façon simple et instinctive» (*Ouest-France*, 12/01). Concrètement, ces capteurs super malins diraient la météo qu'il fait, le niveau de bruit, des données sur la Loire, par exemple si la marée monte ou descend. Génial. Faut vraiment être un vieux réac pour rappeler que dans des temps non connectés, donc antédiluviens, la «façon simple, instinctive et sensible» s'appelait les yeux ouverts, les esgourdes actives, le nez au vent. ■

Zéligue

Lolito pur beurre

ÉTOILE de la toile, le journaliste de *Libé* Alexandre Hervaux a fait le buzz pour sa contribution à la sinistre et ultrasexiste Ligue du Lol. Cet anti-héros est un pur produit made in Nantes, formé au journalisme au département Infocom de la fac de lettres. Qui devrait ouvrir une master class en bad buzzisme. ■

Blanqui soit qui mal y pense

ARTICLE dithyrambique sur des Parisiens fuyant «la capitale de l'invivable» pour Nantes, leur «nouveau Montreuil» (*Le Monde*, 28/02). Un des interviewés, Louis, a un clebs, un golden retriever blanc, nommé Blanqui. Ce type doit être illico fiché S! La bourgmestresse pleurniche assez depuis des années contre les fauteurs de troubles qui saccagent consciencieusement son centre-ville tous les quatre matins. Ce chien Blanqui, c'est un appel à mordre, une apologie de l'insurrection, au vu du pedigree du vrai Louis-Auguste Blanqui du XIX^e. Ses nombreux passages par la case prison lui ont valu le surnom de «L'Enfermé». À moins que ce clébard ne soit un facétieux second rôle de l'histoire, juste là pour faire peur au bourgeois. Mais pas un pied de nez, les chiens ne sont pas assez souples pour ça. ■

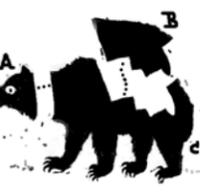
Homme de Raspail

Le roman qui tue

LE 15 mars, à Christchurch, Nouvelle-Zélande, le tueur raciste s'est cru écrivain, laissant 74 pages hallucinées contre les «envahisseurs», citant deux écrivains français, le raciste Renaud Camus (condamné en 2014 pour provocation à la haine), auteur de l'expression «grand remplacement» et Jean Raspail pour *Le Camp des Saints*. Ce roman nauséabond qui prône la haine de l'étranger, les dirigeants de la médiathèque de Nantes ont

tenu à le re-commander l'an dernier, même si personne ne le lit. Commande justifiée au nom de valeurs, «pluralisme», «objectivité», «impartialité», objectivement mitraillées par un fusil d'assaut pluraliste et impartial. Et si le pamphlet du tueur islamophobe était publié, la médiathèque en voudrait un exemplaire, à titre de document objectif meurtrier? ■
* «Rachat raciste», *Lulu* n°102, décembre 2018

Qui ça?



Ont œuvré à ce numéro : Anis Mauresque, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Nicolas de La Casinière, Sophie Nasri, Olli, Sister Joan, IsA, Pich, et la fine équipe Anonymousse expansive.
Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.
N°ISSN : 1270-4911 - N°CCPAP : 0211 G 88321
La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.
Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.
Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur www.lalettrealulu.com

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de
Prénom : **La Lutte à Leuleu**
Adresse : 11 rue des Olivettes
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en
..... ligne via notre site (ci-
Courriel : dessus) et via Paypal.